

## **MOBILISATION GENERALE CONTRE LA REPRESSION A BURE**

**MARDI 13 FEVRIER DES 9H DEVANT LE TRIBUNAL DE BAR-LE-DUC**

Depuis plusieurs mois, les convocations de militant.e.s opposé.e.s au projet d'enfouissement de déchets radioactifs Cigéo se multiplient, notamment au sujet de l'action collective menée le 14 août 2016 qui a vu des centaines de personnes mettre à bas un mur érigé illégalement par l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs.

Nos organisations souhaitent assurer de leur soutien les associations et militant.e.s signataires du texte ci-dessous. En le diffusant à notre tour, nous souhaitons :

- Refuser collectivement les accusations fictionnelles et extravagantes d'"association de malfaiteurs" à l'encontre des militant.e.s opposé.e.s au projet Cigéo.
- Dénoncer cette stratégie de criminalisation systématique de toute forme d'opposition, qu'elle soit associative, syndicale ou individuelle.
- Nous déclarer pleinement solidaires de la lutte contre la poubelle nucléaire.
- Inviter à signer cette pétition contre la répression et les violences policières : <http://www.sortirdunucleaire.org/petition-soutien-bure>

Nous invitons également à venir soutenir les militant.e.s lors du procès qui aura lieu le 13 février à Bar-le-Duc.

### **Soutiens déclarés à ce jour :**

Association des Décroissants Nancy (ADN), Comité pour la Sauvegarde de Fessenheim et de la plaine du Rhin (CSFR), Europe Ecologie Les Verts Lorraine (EELV Lorraine), Mouvement pour une Alternative Non-violente de Nancy (MAN Nancy), Réaction en Chaîne Humaine (RCH) Stop Fessenheim, Vosges Alternatives au Nucléaire...

***Face à la poubelle nucléaire, nous sommes tous-tes résistant.e.s !***

*Le mardi 13 février, trois procès liés à la lutte contre Cigéo auront lieu au Tribunal correctionnel de Bar-le-Duc. Deux militants sont accusés d'avoir participé à la destruction du mur édifié par l'Andra dans le Bois Lejuc durant l'été 2016, le troisième est poursuivi pour atteinte à l'honneur d'agent dépositaire de l'autorité publique. Il semblerait bien que ce sont plutôt leurs convictions qui ont vocation à être incriminées plutôt*

*que les faits très flous qui leur sont reprochés. C'est en ce sens que leurs procès sont les nôtres.*

*Nous sommes multiples, la lutte contre la poubelle nucléaire et son monde est une lutte qui nous concerne toutes et tous.*

*Aujourd'hui, nous sommes victimes d'une campagne de diabolisation, uniquement destinée à justifier une répression de plus en plus lourde : désormais, tout est prétexte à nous convoquer, devant les gendarmes jusqu'aux tribunaux.*

*On nous filme, on nous fiche, on prend nos empreintes digitales et notre ADN, on perquisitionne nos outils de communication et nos maisons, on nous surveille : on nous harcèle.*

*Pourtant, nous sommes simplement opposé.e.s à un projet d'État.*

*Depuis qu'une instruction pour "association de malfaiteurs" est ouverte, elle sert à convoquer toutes les personnes engagées de près ou de loin dans cette lutte.*

*Ce dispositif judiciaire s'appuie sur une motivation politique qui a pour objectifs de :*

- décourager et apeurer les militant.e.s ainsi que les personnes de plus en plus nombreuses rejoignant le mouvement anti-nucléaire à travers les récents comités de soutien à la lutte contre CIGEO*
- construire de toutes pièces une grossière image d'organisation pré-terroriste, d'un dangereux réseau de militant.e.s écologistes français et même étrangers...*

*De qui se moque-t-on ?*

*Tout est bon pour détourner l'attention d'où se trouve réellement le danger : dans toutes les installations nucléaires en France et ailleurs.*

*Car, personne n'est dupe : cette répression est une stratégie de diversion.*

*Pour faire taire l'opposition, l'Etat utilise la justice en formulant des accusations évasives et fourre-tout : une tactique déplorable pour réprimer la contestation plutôt que de répondre à 20 ans de contre-expertise militante.*

*La pluie de convocations que nous subissons depuis quelques semaines est un aveu d'échec de l'Etat, incapable de justifier son projet.*

*Pendant qu'on nous criminalise, le projet avance, ignorant les impasses techniques soulevées depuis longtemps par des scientifiques indépendants, confirmées maintenant par l'Autorité de Sûreté Nucléaire.*

*Mais loin de nous diviser, cette stratégie répressive nous rassemble : nous sommes encore plus*

*déterminé.e.s, solidaires, et combatif-ves.*

*Aucune personne, aucune association n'est propriétaire ni commanditaire de cette lutte : il y a mille manières de lutter.*

*Oui, c'est la résistance qui nous associe contre cette association de mal-faisants que sont l'Etat, les nucléocrates, les élus, coupables de corruption, de dégradation de territoire en réunion avec préméditation, et de violences aggravées, comme le 15 août dernier quand Robin a failli perdre son pied lors de l'explosion d'une grenade GLI-F4, ce même type de grenades qui ont déjà tué, notamment, Vital Michalon en 1977 et Rémi Fraisse en 2014 pour lequel le gendarme mis en cause vient d'être relaxé.*

*C'est une stratégie globale qui est à l'oeuvre : la légitimation des recours à la violence par la force publique dans le récent et abject traitement médiatique relatif à certain.e.s militant.e.s « zadistes » de NDDL pour une éventuelle évacuation laisse craindre une banalisation de ces méthodes envers l'ensemble des mouvements sociaux.*

*Que ce soit à la ZAD de NDDL ou à Bure, nous nous levons contre ces mêmes tentatives de manipulation de l'opinion publique.*

*Nous sommes toutes et tous des résistant.e.s.*

Signataires :

Asodedra, Bure stop 55, Bure Zone Libre, Cacendr, Cedra, Eodra, Les Habitants Vigilants de Gondrecourt, Les Habitants Vigilants de Void-Vacon, Meuse nature environnement, Mirabel-LNE et des opposant-es à la poubelle nucléaire